



CDEN - Jeudi 27 mars 2025

DÉCLARATION FSU 90

Mesdames et messieurs les membres du CDEN du Territoire de Belfort,

Nous sommes encore en mars : c'est l'occasion de rappeler le nécessaire combat pour l'égalité des droits entre les femmes et les hommes. La FSU, avec une large intersyndicale et des associations, était mobilisée le 8 mars, point d'orgue d'une lutte quotidienne. Les nombreuses manifestations à Belfort et partout en France ont montré la forte demande sociale pour résorber les inégalités entre les sexes.

C'est scandaleusement ce mois que le gouvernement a choisi pour une nouvelle attaque contre les droits de nos métiers, très largement féminisés. Après le recul important sur les retraites l'année dernière, le gouvernement a décidé de faire des économies sur le dos des fonctionnaires, en réduisant de 10 % l'indemnisation des arrêts maladie ! La FSU rappelle que c'est dans nos métiers que les absences pour maladie sont les plus faibles public/privé confondus. Les agent-es sont pas coupables d'être malades ! **La FSU exige le retrait de cette mesure et l'abrogation du jour de carence.**

Le conclave sur les retraites est également un triste signe, en excluant des discussions les fédérations de fonctionnaires. **En plus de la demande d'abrogation de la réforme de 2023 et du retour à la retraite à 60 ans, la FSU propose le rétablissement des bonifications pour les enfants nés après 2004.**

Notre pays n'a jamais été aussi riche et notre économie n'a jamais autant produit dans l'Histoire de l'Humanité : ce n'est pas en cassant notre modèle social et les services publics que nous ferons face aux défis du XXI^e siècle ! Pour les personnels d'Éducation, cette nouvelle attaque ne viendra que dégrader l'attractivité de métiers déjà malmenés. Ce n'est que mépris pour le travail que nous effectuons au quotidien afin de maintenir à flot le service public d'Éducation.

Concernant la carte scolaire du premier degré, le pire a été évité, avec une baisse des postes moins drastique que prévu. Mais, dans les faits, c'est une nouvelle dégradation qui s'annonce. En effet, nous avons besoin de conserver des effectifs à 18 en Éducation Prioritaire et dans les quartiers difficiles ou en zone rurale à plusieurs niveaux, pas plus de 20 partout pour permettre les meilleures conditions d'apprentissage, et surtout pour reprendre l'expression de la note de rentrée « ne pas laisser d'élèves sur le bord du chemin ». Fermer des classes pour atteindre des effectifs jusqu'à 27 par classe, ce n'est pas entendable. Madame la DASEN, vous avez fait le choix d'augmenter toutes les cibles du nombre moyen d'élèves par classe, ce qui vous permet de faire une carte scolaire beaucoup plus défavorable pour les élèves. A la FSU notre choix prioritaire est le suivant : laisser un maximum de classes ouvertes, avec des petits effectifs pour de meilleures conditions d'apprentissage, cela permettra d'assurer la réussite de tous les élèves y compris ceux en inclusion. Personne ne prend la mesure de la souffrance de l'ensemble des protagonistes dans cette problématique de l'inclusion : les élèves concernés, leurs camarades de classes, les parents, les enseignant-es. **Nous souhaiterions vraiment que le CDEN ce jour entende le cri d'alarme.** La FSU a toujours voulu l'inclusion et a milité pour qu'elle existe mais faute de moyens, cela ne peut pas se faire, 20 ans après la loi de 2005 : effectifs surchargés, manque de places à tous les niveaux qui entraînent de mauvaises orientations, AESH sans statut réel... c'est pourquoi notre syndicat a lancé cette semaine une grande enquête sur l'inclusion auprès de la profession afin d'aboutir à une réelle prise de conscience des enjeux.

Concernant les collèges, il y a bien longtemps que nous n'avons pas eu l'occasion, lors d'un CDEN, de souligner une amélioration des conditions de travail des personnels et d'apprentissage des élèves. Cette année encore, la FSU déplore la baisse globale de la dotation départementale.

Ainsi, la rentrée 2025 s'annonce une nouvelle fois dégradée, avec l'apparition de plus en plus nette de déserts éducatifs, selon les disciplines et dans certains territoires. Nous déplorons une baisse drastique des moyens dédiés à l'inclusion des élèves pré-orientés SEGPA en classe de sixième, à tel point que la pérennité de ce dispositif est remise en question à la rentrée. C'est un très mauvais signal envoyé aux élèves et aux familles, alors que cette inclusion fonctionne plutôt bien depuis quelques années avec des moyens à la hauteur.

La FSU dénonce l'augmentation du nombre de BMP, notamment en Lettres et en Mathématiques, conséquence des mesures du « choc des savoirs » et des groupes de niveaux. La FSU n'a cessé d'alerter et de dénoncer ces conditions de mises en œuvre d'une réforme majoritairement rejetée par nos professions.

Face à ces trous, et pour afficher le message lénifiant « un adulte devant chaque classe », l'administration recrute à la va vite des personnels contractuels, multiplie les petits compléments de services pour les collègues déjà en poste, augmente la charge de travail.

Pourtant, la baisse démographique pourrait être une opportunité pour améliorer les conditions d'apprentissage de nos élèves et de travail de nos collègues. C'est tout le contraire qui est prévu, puisque la nouvelle Allocation Progressive des Moyens (APM) fixe comme norme budgétaire 30 élèves par classe.

La FSU revendique une baisse des effectifs dans les classes, avec un plafonnement à 24 élèves par classe dans les collèges et 20 en éducation prioritaire.

Pour la FSU, il est temps de rompre avec les politiques de dégradation des services publics, et de mettre en œuvre une politique réellement ambitieuse pour tous les élèves et l'ensemble des personnels qui les encadrent.

Enfin, alors que le manque de contrôle des établissements privés est mis en avant, notamment par les affaires de violence à Bétharram, notre collège public classé REP+ a été injustement attaqué dans les médias, pour une prétendue mise en cause de la laïcité et une mise en danger des élèves. La FSU s'indigne de cette récupération politique et de l'instrumentalisation d'un concept fondateur pour le vivre ensemble.

Concernant la laïcité, les collectivités locales ne se gênent pourtant pas pour subventionner largement l'enseignement privé catholique, qui accueille par ailleurs des élèves bien plus favorisés.

L'écart entre le souci de l'efficacité de la dépense publique et les largesses indues accordées au privé confessionnel ne contribue qu'à fissurer les valeurs républicaines les plus élémentaires.

La FSU rappelle son opposition au financement public des établissements privés, et exige une réelle transparence sur les moyens alloués.

Nous terminerons cette déclaration par un appel solennel à la paix, qui se construira par l'accès à l'éducation, à la recherche et plus largement grâce à l'existence d'un État social capable de redistribuer les richesses et d'assurer l'égalité des droits et de garantir les libertés.

Nous ne voulons pas d'une société en guerre. Partout, en Ukraine comme à Gaza, c'est le droit international qui doit s'imposer, et non la loi du plus fort.

Nous ne voulons pas d'une société raciste. La FSU s'indigne des propos du ministre de l'Intérieur : dire que « l'immigration n'est pas une chance », c'est stigmatiser une large partie de la population française. La tournure des événements lors de sa venue à Belfort ce lundi et la mise en garde à vue de cinq personnes qui s'exprimaient sur sa politique est un signe alarmant lancé à la société.

En tant que personnels du service public d'Éducation nous continuerons à œuvrer pour tous les enfants de la République, pour la paix et pour l'Éducation.